

En situation d'encadrement, mes responsabilités en matière de santé et sécurité au travail et prévention des risques professionnels, y compris risques psychosociaux

MARCHE N°2025DGEDSSL045

Objet détaillé

Dans le cadre du déploiement de son plan triennal de prévention des risques y compris psychosociaux (2024-2026), l'Inserm souhaite développer différentes actions de formation et de sensibilisation à destination des encadrants.

Caractérisation du besoin

Contexte de l'Inserm :

L'Inserm, Institut national de la santé et de la recherche médicale, est un établissement public à caractère scientifique et technique (EPST) placé sous la double tutelle des ministères de la santé et de la recherche. Sa mission est de développer une recherche biologique, médicale et en santé publique.

Le décret 83-975 du 10 novembre 1983 régit l'organisation et le fonctionnement de l'Inserm.

L'Institut comprend près de 360 formations de recherche réparties sur l'ensemble du territoire. Ces structures scientifiques de taille très variable sont installées, essentiellement, dans les milieux hospitaliers et universitaires et développent leur recherche en partenariat. Chaque unité de recherche comporte donc des personnels d'appartenance diverses (université, CHU, autres EPST etc.) qui entraînent la gestion de statuts différents (droit à congés, etc.). Aux termes du décret 82-453 modifié, les responsables hiérarchiques de ces formations de recherches, chefs de service ou directeurs d'unité, sont responsables de la santé et de la sécurité des personnels placés sous leur autorité et doivent veiller à la mise en œuvre de l'évaluation des risques et des plans d'action de prévention, y compris des risques psychosociaux. Le directeur d'unité est fréquemment non Inserm.

Ces laboratoires sont rattachés à des Délégations régionales (DR). Chacune de ces délégations dispose d'une autonomie de gestion et assume la quasi-totalité des actes nécessaires à son fonctionnement. Les délégations régionales sont composées, entre autres, d'un délégué régional, un responsable des ressources humaines, un conseiller de prévention et un médecin de prévention.

L'Inserm s'est doté d'un plan triennal de prévention des risques. Il est complété par le plan triennal de prévention des risques psychosociaux 2024-2026, ouvrant sur le champ de la QVCT

Le but étant de les outiller en matière de prévention des risques pour la santé physique et mentale des personnels.

Public cible :

Encadrants : directeur d'unité, chef d'équipe, responsable de service ou structure

Objectif de la formation et objectifs pédagogiques :

Outiller les encadrants dans le domaine de la prévention des risques professionnels (et psychosociaux) et maîtriser les fondamentaux de la prévention des risques pour la santé physique et mentale.

A l'issue de la formation, les participants seront en mesure de comprendre les enjeux de la prévention des risques professionnels, y compris psychosociaux, d'appréhender leurs responsabilités en qualité de manager et d'identifier les acteurs pouvant les accompagner dans la mise en place d'une démarche de prévention.

Elle s'appuiera sur une base théorique et juridique, mise en lien avec des cas pratique, co-construits en amont, en lien avec le Service de coordination de la prévention des risques et le Service de coordination de la médecine de prévention.

La formation peut s'appuyer sur le programme suivant :

- 1- Les enjeux de la prévention des risques professionnels
- 2- Apports juridiques
- 3- Les responsabilités de l'encadrement en matière de santé et sécurité au travail
- 4- Appréhender les risques, comment organiser la prévention dans son unité/service, avec qui
- 5- Management du collectif du travail en intégrant la dimension prévention des risques, y compris psychosociaux

Dispositif :

Le dispositif choisi est une formation en e-learning construite en plusieurs chapitres. La totalité du module ne devra pas excéder une heure.

Le contenu sera co-construit par l'organisme de formation et les Service de coordination de prévention des risques et de la médecine de prévention.

Le prestataire devra :

- proposer des contenus répondant aux objectifs du cahier des charges du plan triennal et des besoins identifiés par l'Inserm
- construire le script et proposer un storyboard validé par l'Inserm
- assurer la production des modules
- accompagner la mise à disposition des modules sur la plateforme moodle eformation.inserm.fr
- assurer la maintenance applicative des modules (pour 2 ans).

Le module devra être dynamique, interactif, immersif de manière à favoriser l'apprentissage et la mémorisation. Il pourra mêler vidéos, motion design et contenus interactifs. Il devra être complété par une évaluation rapide des connaissances acquises en fin de module. Le participant recevra à la fin de sa formation une attestation récapitulant les éléments vus lors de celle-ci (chartée par l'Inserm)

L'Inserm effectuera un suivi de participation.

Le module devra être suffisamment engageant pour retenir l'attention de publics exigeants, disposant de peu de temps et qu'il faut intéresser par un contenu dense, rythmé et interactif.

Echéances :

Résultats : S1 2026 (livraison du module)

Réponse attendue : 23 juillet à 12h

Début projet : début décembre 2025

Renseignement et envoi des réponses :

Exclusivement par le biais de la plateforme PLACE.

Modalités

Une réunion de cadrage entre l'Inserm et le prestataire permettra de rappeler le contexte de travail au sein de l'Institut et les publics visés (description ci-dessus).

Deux réunions de cadrage minimum, ainsi que des réunions de suivi de projet seront programmées. La première réunion de cadrage aura pour objectif de présenter le contenu du module de formation dans le détail, contenu qui sera proposé par l'Inserm. La seconde réunion de cadrage permettra au prestataire retenu de présenter le plan du module (modalités pédagogiques choisies, activités, découpage, scénarisation proposée...)

Une proposition de calendrier doit être fournie dans la réponse à cet appel d'offres.

L'Inserm souhaite idéalement mettre en production le module au second semestre 2025.

Réponse attendue

Les propositions techniques et financières devront comporter :

- des éléments relatifs à l'organisme (présentation brève, interventions similaires...)
- les modalités et activités pédagogiques envisagées
- un calendrier de réalisation
- la proposition financière détaillée : coût horaire des réunions (voir ci-dessus), coût pour chaque étape du projet et modalité / activité qui pourrait être proposée, par exemple :
 - étude des documents fournis
 - planification,
 - rédaction des comptes rendus,
 - ingénierie pédagogique,
 - digitalisation de la formation,
 - ingénierie graphique,
 - rédaction pédagogique,
 - sonorisation synthétique,
 - sonorisation voix
 - Captations vidéo
 - Montage vidéo
 - Graphiste
 - Accompagnement à l'intégration

Cette liste est non exhaustive et toutes les activités listées ne sont pas obligatoires.

Accessibilité numérique

Le prestataire devra garantir la conformité au Référentiel général d'amélioration de l'accessibilité (RGAA) dans sa dernière version en ligne sur le site numerique.gouv.fr, et ce durant tout le cycle de vie du projet. Référentiel utilisé WCAG 2.1 ou RGAA 4.1.

L'Inserm se réserve le droit de faire procéder à un audit indépendant pour vérifier l'accessibilité des livrables.

En cas de non-conformités relevées par l'Inserm et dont la responsabilité relève du titulaire, ce dernier devra prendre à sa charge les correctifs permettant une mise en conformité avec la même diligence que pour toute anomalie non bloquante pour l'ensemble des utilisateurs.

L'Inserm souhaite obtenir les informations suivantes concernant l'accessibilité numérique de la solution proposée :

- Le taux de conformité de la solution à la norme européenne EN 301-549 V2.1.2,
- La liste des non-conformités éventuelles à cette norme,
- Les actions correctives prévues pour ces non-conformités, accompagnées d'un planning prévisionnel,
- Les dispositifs mis en place pour prendre en compte les retours d'expérience des utilisateurs sur les problèmes d'accessibilité numérique,
- Le processus de gestion de l'accessibilité numérique dans les futures évolutions et versions de l'outil.

Publications PDF

- Toutes les publications doivent être conformes à la norme PDF/UA - ISO 14289-1 : 2014.

Vidéos

Toutes les vidéos doivent :

- Être accompagnées de sous-titres externes (format SRT) ou incrustés,
- Disposer d'une transcription textuelle complète de tous les contenus audibles et informatifs.

Critères RGAA bloquants :

1.1 : Chaque image porteuse d'information a-t-elle une alternative textuelle

1.3 : Pour chaque image porteuse d'information ayant une alternative textuelle, cette alternative est-elle pertinente (hors cas particuliers) ?

1.6 : Chaque image porteuse d'information a-t-elle, si nécessaire, une description détaillée ?

1.7 : Pour chaque image porteuse d'information ayant une description détaillée, cette description est-elle pertinente ?

4.1 : Chaque média temporel pré-enregistré a-t-il, si nécessaire, une transcription textuelle ou une audiodescription (hors cas particuliers) ?

4.2 : Pour chaque média temporel pré-enregistré ayant une transcription textuelle ou une audiodescription synchronisée, celles-ci sont-elles pertinentes (hors cas particuliers) ?

4.3 : Chaque média temporel synchronisé pré-enregistré a-t-il, si nécessaire, des sous-titres synchronisés (hors cas particuliers) ?

4.4 : Pour chaque média temporel synchronisé pré-enregistré ayant des sous-titres synchronisés, ces sous-titres sont-ils pertinents ?

4.8 : Chaque média non temporel a-t-il, si nécessaire, une alternative (hors cas particuliers) ?

4.9 : Pour chaque média non temporel ayant une alternative, cette alternative est-elle pertinente ?

4.11 : La consultation de chaque média temporel est-elle, si nécessaire, contrôlable par le clavier et tout dispositif de pointage ?

4.12 : La consultation de chaque média non temporel est-elle contrôlable par le clavier et tout dispositif de pointage ?

6.1 : Chaque lien est-il explicite (hors cas particuliers) ?

7.1 : Chaque script est-il, si nécessaire, compatible avec les technologies d'assistance ?

7.2 : Pour chaque script ayant une alternative, cette alternative est-elle pertinente ?

7.3 : Chaque script est-il contrôlable par le clavier et par tout dispositif de pointage (hors cas particuliers) ?

8.5 : Chaque page web a-t-elle un titre de page ?

8.6 : Pour chaque page web ayant un titre de page, ce titre est-il pertinent ?

10.2 : Dans chaque page web, le contenu visible porteur d'information reste-t-il présent lorsque les feuilles de styles sont désactivées ?

10.13 : Dans chaque page web, les contenus additionnels apparaissant à la prise de focus ou au survol d'un composant d'interface sont-ils contrôlables par l'utilisateur (hors cas particuliers) ?

10.14 : Dans chaque page web, les contenus additionnels apparaissant via les styles CSS uniquement peuvent-ils être rendus visibles au clavier et par tout dispositif de pointage ?

11.1 : Chaque champ de formulaire a-t-il une étiquette ?

11.9 : Dans chaque formulaire, l'intitulé de chaque bouton est-il pertinent (hors cas particuliers) ?

12.8 : Dans chaque page web, l'ordre de tabulation est-il cohérent ?

12.9. : Dans chaque page web, la navigation ne doit pas contenir de piège au clavier. Cette règle est-elle respectée ?

Analyse des offres

Les réponses à l'appel d'offres seront analysées selon les critères suivants :

- **Critères techniques : 70 %**

Expertise en RPS 20 %

- Compétences des concepteurs en prévention des RPS
- Références de projets similaires (contenus RPS ou QVT)

Ingénierie pédagogique 25%

- Pertinence de la proposition vis à vis des objectifs pédagogiques attendus
- Qualité du scénario pédagogique (progressivité, interactivité, évaluation)
- Adaptation aux publics cibles (managers)

Qualité technique des modules e-learning 25%

- Accessibilité, Ergonomie
- Richesse multimédia (vidéos, quiz, animations, voix off...)

Ingénierie pédagogique, ingénierie graphique, proposition de médiatisation

- **Prix : 30 %**